

# PRINCIPALES CARACTERISTIQUES FISCALES

## DU CONTRAT D'ASSURANCE VIE

*(Mise à jour au 1<sup>er</sup> janvier 2020)*

### **1. Rappel des caractéristiques principales de la fiscalité applicable au Contrat**

Les caractéristiques principales de la fiscalité applicable rappelées ci-après ne s'appliquent qu'aux Souscripteurs disposant d'une résidence principale et habituelle sur le territoire de la République française.

#### **1.1 Fiscalité en cas de rachat**

En cas de rachat total ou partiel du Contrat, les plus-values éventuelles (différence entre le montant des prestations versées par la Compagnie avant contributions sociales et le montant des primes brutes versées au titre du Contrat, le cas échéant, depuis l'acquisition du Contrat, augmenté, dans ce cas, du prix d'acquisition du Contrat) sont soumises, en fonction de la date des primes versées auxquelles ces dernières sont attachées, à l'Impôt sur le Revenu (IR) dans les conditions de droit commun en fonction du taux du barème progressif applicable au Souscripteur ou au Prélèvement Forfaitaire Unique ("PFU").

##### **1.1.1. Produits attachés aux primes versées jusqu'au 26 septembre 2017 - IR**

Le Souscripteur doit procéder à la déclaration des plus-values dans le cadre de la déclaration annuelle de revenu n° 2042.

Aux termes de l'article 125 D du CGI, le Souscripteur peut cependant opter pour s'acquitter de l'impôt dans le cadre d'un Prélèvement Forfaitaire Libératoire ("PFL") dans les conditions de l'article précité au taux de :

- 35% du montant des plus-values si le rachat intervient avant le 4<sup>ème</sup> anniversaire du premier versement,
- 15% du montant des plus-values si le rachat intervient à compter du 4<sup>ème</sup> anniversaire du premier versement jusqu'à la veille du 8<sup>ème</sup> anniversaire du premier versement,
- 7,5% du montant des plus-values si le rachat intervient à compter du 8<sup>ème</sup> anniversaire du premier versement.

##### **1.1.2. Produits attachés aux primes versées à compter du 27 septembre 2017 - PFU**

Sauf option pour l'IR (voir ci-dessous) les plus-values brutes éventuelles attachées aux primes versées à compter du 27 septembre 2017 sont soumises au PFU obligatoire au taux de :

- 12,8% du montant des plus-values si le rachat ou le terme intervient jusqu'à la veille du 8<sup>ème</sup> anniversaire du premier versement,
- 7,5% du montant des plus-values si le rachat ou le terme intervient à compter du 8<sup>ème</sup> anniversaire du premier versement.

Ce PFU qui est versé à titre d'acompte sur l'imposition définitive n'est pas libératoire de l'impôt sur le revenu dû à raison des revenus auxquels il s'est appliqué et s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il a été opéré. S'il excède l'impôt dû, l'excédent est restitué.

Le Souscripteur appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année, tel que défini au 1° du IV de l'article 1417 du CGI, est inférieur à 25.000 euros pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs et à 50.000 euros pour les contribuables soumis à une imposition commune sont dispensés de ce PFU. Dans cette hypothèse, et si le Souscripteur a conclu le mandat avec la Compagnie au titre des obligations fiscales, (voir 1.1.3 ci-dessous), ce dernier devra formuler une demande de dispense de prélèvement auprès de la Compagnie incluant l'attestation sur l'honneur mentionnée à l'article 242 quater du CGI au plus tard lors de l'encaissement des revenus afin que la Compagnie ne procède pas au PFU.

Dans le cadre du calcul de l'impôt sur le revenu, le taux du prélèvement qui sera définitivement applicable aux plus-values résultant d'un rachat du Contrat intervenant à compter du 8<sup>ème</sup> anniversaire du premier versement sera, après imputation de l'abattement applicable (voir 1.1.3 ci-dessous), de :

- 7,5% du montant des plus-values :
  - pour la totalité de leur montant, lorsque le montant total des primes versées sur le Contrat auquel se rattachent ces produits ainsi que sur les autres bons de capitalisation ou contrats d'assurance-vie dont est titulaire le bénéficiaire desdits produits et qui, au 31 décembre de l'année qui précède le fait générateur d'imposition des produits concernés, n'ont pas déjà fait l'objet d'un remboursement en capital, n'excède pas le seuil de 150.000 euros. Pour l'appréciation de ce montant, en cas de démembrement de propriété du bon ou contrat, les primes versées sur ce bon ou contrat ne sont prises en compte que pour la détermination du seuil applicable à l'usufruitier, et pour les couples mariés ou pacsés soumis à imposition commune, ce montant de 150.000 euros est apprécié séparément pour chacun des conjoints,
  - lorsque le montant précité des primes versées excède le seuil de 150.000 euros, pour la fraction du montant des plus-values déterminée en multipliant le montant total desdits produits par le rapport existant entre :
    - au numérateur, le montant de 150.000 euros réduit, le cas échéant, du montant des primes versées antérieurement au 27 septembre 2017 et qui, au 31 décembre de l'année qui précède le fait générateur d'imposition des produits concernés, n'ont pas déjà fait l'objet d'un remboursement en capital,
    - au dénominateur, le montant des primes versées à compter du 27 septembre 2017 et qui, au 31 décembre de l'année qui précède le fait générateur de l'imposition des produits concernés, n'ont pas déjà fait l'objet d'un remboursement en capital.
- 12,8% du montant des plus-values non éligibles au taux de 7,5% dans les conditions citées ci-dessus.

Le Souscripteur peut cependant opter, expressément et irrévocablement, pour s'acquitter de l'impôt dans le cadre de sa déclaration à l'IR dans les conditions de droit commun en fonction du taux du barème progressif qui lui est applicable, après imputation du PFU obligatoire effectué lors du rachat.

Cette option irrévocable est exercée globalement, au titre de l'ensemble des

revenus, gains nets, profits, plus-values et créances entrant dans le champ du PFU au titre de l'année d'imposition, lors du dépôt de la déclaration d'ensemble des revenus, et au plus tard avant l'expiration de la date limite de déclaration.

### 1.1.3. Dispositions communes

Les obligations déclaratives et de paiements liés au choix de l'option pour le PFL ou au titre des produits sur lesquels le PFU obligatoire s'applique seront effectués au moyen d'une déclaration n°2778 par le Souscripteur sous sa seule responsabilité ou pourront être déléguées à la Compagnie (suivant les formes communiquées par la Compagnie) qui interviendra alors en qualité de mandataire du Souscripteur.

Des contributions sociales d'un taux total de 17,2% du montant des plus-values imposables, décomposé comme suit, sont également prélevées au titre des plus-values, selon les cas, lors du dépôt de la déclaration n°2778 en cas d'option pour le PFL ou par voie de rôle en cas de déclaration n°2042 sur l'ensemble des revenus :

- CRDS au taux de 0,5%,
- CSG au taux de 9,90%,
- prélèvement social au taux de 4,50%,
- contribution additionnelle au prélèvement social au taux de 0,3%,
- prélèvement de solidarité 2%.

Au-delà de 8 ans, pour l'ensemble des bons ou contrats d'assurance vie détenus par un même contribuable, les plus-values du Contrat bénéficient d'un abattement annuel et global de 4.600 euros pour une personne seule (célibataire, veuve ou divorcée) et 9.200 euros pour un couple marié ou pacsé soumis à imposition commune.

Cet abattement s'applique en priorité aux produits attachés aux primes versées avant le 27 septembre 2017 sur l'ensemble des bons ou contrats d'assurance vie détenus par un même contribuable, puis, pour les produits attachés aux primes versées à compter de cette même date et lorsque l'option pour l'imposition des plus-values dans le cadre de la déclaration d'IR n'est pas exercée, à la fraction de ces produits imposables au taux de PFU de 7,5%, puis à ceux imposables au taux de PFU de 12,8%.

Pour l'application de l'abattement aux produits attachés aux primes versées avant le 27 septembre 2017, lorsque l'option pour le PFL est exercée, les produits sont soumis audit prélèvement pour leur montant brut, sans qu'il soit fait application de l'abattement. Dans ce cas, le contribuable bénéficie d'un crédit d'impôt égal au taux dudit prélèvement multiplié par le montant de l'abattement non imputé sur les produits pour lesquels l'option pour ce prélèvement n'a pas été exercée, retenu dans la limite du montant des produits soumis audit prélèvement. Ce crédit d'impôt s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle le prélèvement a été opéré. S'il excède l'impôt dû, l'excédent est restitué.

Les produits réalisés sont exonérés d'impôt sur le revenu, quelle que soit la durée du Contrat, lorsque celui-ci se dénoue, par le versement d'une rente viagère. Les produits réalisés sont également exonérés lorsque la demande de

rachat total intervient jusqu'à la fin de l'année qui suit l'un des événements suivants, s'étant produits pour le Souscripteur, bénéficiaire des produits, ou son conjoint :

- licenciement (l'exonération ne s'applique que si le contribuable s'est trouvé privé d'emploi pour une raison indépendante de sa volonté et a été inscrit comme demandeur d'emploi à Pôle emploi. Ceci implique que le bénéficiaire des produits ou son conjoint qui a été licencié et qui est inscrit comme demandeur d'emploi ne doit pas avoir retrouvé un emploi avant la fin de la période au titre de laquelle il prétend à l'exonération, sous peine d'en perdre le bénéfice),
- cessation d'activité non salariée à la suite d'un jugement de liquidation judiciaire,
- mise à la retraite anticipée,
- invalidité correspondant au classement dans la deuxième (2<sup>ème</sup>) ou troisième (3<sup>ème</sup>) catégorie prévue par l'article L. 341-4 du Code de la Sécurité Sociale (respectivement, absolument incapables d'exercer une profession quelconque et invalides qui, étant absolument incapable d'exercer une profession, sont en outre dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie).

Lorsque le Souscripteur ou son conjoint peuvent bénéficier de l'exonération, le Souscripteur doit en informer la Compagnie et ne doit pas lui demander d'opérer le PFL ou le PFU.

La Compagnie communique au(x) Souscripteur(s) en cas de rachat ou au(x) Bénéficiaire(s) au terme du Contrat en cas de vie de l'Assuré l'ensemble des informations et documents leur permettant de déclarer les produits, le cas échéant rachetés, selon le régime fiscal qui leur est applicable. Ces informations sont également communiquées à l'Administration fiscale française dans les conditions de l'article 242 ter du CGI

## 1.2 Fiscalité en cas de décès de l'Assuré (dépend de l'existence ou non d'une clause désignant un bénéficiaire)

Le(s) Bénéficiaire(s) désigné(s) sera(ont), en cas de décès de l'Assuré, et sous réserve des exonérations ci-après, imposé(s) en fonction de l'âge de l'Assuré au moment du versement de la prime initiale ou de chaque prime périodique dans les conditions suivantes :

- Primes versées avant que l'Assuré ait atteint 70 ans (article 990 I du CGI) : dès lors que le Bénéficiaire, au jour du décès de l'Assuré, dispose de son domicile fiscal en France au sens de l'article 4 B du CGI et qu'il l'a eu pendant au moins six années au cours des dix années précédant le décès de l'Assuré ou que l'Assuré a au moment du décès son domicile fiscal en France, le régime suivant s'applique :
  - les capitaux décès correspondant à la fraction (i) rachetable du contrat, (ii) des primes versées au titre de la fraction non rachetable, (iii) des primes versées avant les 70 ans de l'Assuré, sont exonérés à hauteur de 152.500 euros par Bénéficiaire (tous contrats confondus sur la tête d'un même Assuré),
  - au-delà de ce montant, chaque Bénéficiaire est soumis à un

prélèvement forfaitaire de 20% pour la fraction de la part taxable inférieure ou égale à 700.000 euros et de 31,25% pour la fraction de la part taxable excédant 700.000 euros,

- en cas de démembrement de la clause bénéficiaire, l'abattement et le montant du prélèvement forfaitaire s'appliquent entre le nu propriétaire et l'usufruitier au *prorata* de leur part, selon le barème de l'article 669 du CGI. Il convient d'appliquer autant d'abattements qu'il y a de couples usufruitier/nu-propriétaire. En cas de clause bénéficiaire démembrée, cet abattement (ou la portion de cet abattement, en présence d'autres bénéficiaires et/ou d'autres contrats) est réparti entre l'usufruitier et le nu-propriétaire selon le barème de l'article 669 du CGI.
- Primes versées après que l'Assuré a atteint 70 ans (article 757 B du CGI) : les capitaux décès correspondant à la fraction des primes versées après les 70 ans de l'Assuré sont soumis à des droits de mutation par décès en fonction du degré de parenté du Bénéficiaire avec l'Assuré après un abattement de 30.500 euros. Cet abattement est global quel que soit le nombre de Bénéficiaires ou le nombre de contrats conclus sur la tête du même Assuré, et est réparti, le cas échéant, au *prorata* de la part revenant à chaque Bénéficiaire dans les capitaux taxables. En cas de pluralité de Bénéficiaires, il n'est pas tenu compte de la part revenant aux personnes exonérées (voir supra) pour répartir l'abattement de 30.500 euros entre les différents Bénéficiaires.
- Exonérations : outre les dons et legs visés aux articles 795 et 795-0 A du CGI qui sont exonérés, les capitaux décès versés au profit des Bénéficiaires suivants sont également exonérés (article 796-0 ter du CGI) : (i) le conjoint survivant de l'Assuré, (ii) le partenaire lié à l'Assuré par un PACS, (iii) le frère/la sœur de l'Assuré, célibataire, veuf/veuve, divorcé(e) ou séparé(e) de corps à la double condition (1) qu'il/elle soit, au moment de l'ouverture de la succession, âgé(e) de plus de 50 ans ou atteint d'une infirmité le(la) mettant dans l'impossibilité de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence, (2) qu'il/elle ait été constamment domicilié avec l'Assuré pendant les 5 années ayant précédées le décès.
- Assujettissement des plus-values éventuelles du Contrat aux contributions sociales : conformément à l'instruction fiscale du 15 novembre 2010 (BOI n°5 I-4-10), les contributions sociales mentionnées *infra* de la présente Annexe sont applicables en cas de décès de l'Assuré.

### 1.3 Rappel des obligations déclaratives de l'article 1649 AA du Code général des Impôts ("CGI")

Comme indiqué dans le cadre de la documentation contractuelle, le Souscripteur, dès lors qu'il a souscrit le Contrat auprès de la Compagnie établie hors de France, est tenu de joindre à sa déclaration annuelle de revenus n°2042 (case 8TT), une déclaration spéciale mentionnant la souscription, chaque avenant, chaque opération de rachat partiel ou total ainsi que le dénouement du Contrat au titre de l'année de survenance de l'événement.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, à défaut de déclaration :

- les versements et les rachats effectués sur le Contrat constituent, sauf preuve contraire, des revenus imposables à l'impôt sur le revenu et aux

prélèvements sociaux (article 1649 AA du CGI), le montant des droits étant assorti d'une majoration de 40%, étant précisé qu'il n'est pas possible d'imputer certains déficits fiscaux et les réductions d'impôts sur les rehaussements et droits donnant lieu à l'application de cette majoration (articles 1731 bis et 1758 du CGI),

- le Souscripteur est passible d'une amende de 10.000 euros par contrat non déclaré dès lors que le Luxembourg n'a pas conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux renseignements bancaires. L'amende fiscale est applicable à chaque année non prescrite au titre de laquelle l'infraction est mise en évidence, le délai de reprise est de dix années depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, une majoration de 80% s'applique aux droits dus en cas de rectification du fait de sommes figurant ou ayant figuré sur le Contrat qui aurait dû être déclaré, sans que cette majoration ne puisse être inférieure au montant de l'amende de 10.000 euros précitée. En cas d'application de cette majoration, la majoration de 40% et l'amende précitées ne sont pas applicables (article 1729-0 A du CGI).

#### 1.4 Impôt sur la fortune immobilière ("IFI") :

Si le Souscripteur est assujetti à l'IFI et est résident fiscal français au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, la valeur de rachat du Contrat au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition doit être reportée par le Souscripteur dans sa déclaration d'IFI à hauteur de la fraction de sa valeur représentative des unités de compte constituées par des actifs immobiliers situés en France et hors de France entrant dans le champ de l'IFI et mentionnés à l'article 965 du CGI appréciée dans les conditions prévues au même article 965 et à l'article 972 bis du CGI. **Les informations nécessaires à la déclaration sont communiquées par la Compagnie sur demande du Souscripteur.**

#### 1.5 Taxe sur les conventions d'assurance en cas de changement de résidence fiscale hors de France en cours de Contrat :

Sur le fondement d'un arrêt de la Cour de Justice de l'Union Européenne du 21 février 2013, en cas de changement de résidence fiscale du Souscripteur en cours hors de France de Contrat, toute nouvelle prime périodique pourrait être assujettie, en fonction de la fiscalité du nouvel État de résidence, à une taxe ou impôt sur les conventions d'assurance dont le paiement sera mis à la charge du Souscripteur. Ainsi, en cas de changement de résidence fiscale hors de France, le Souscripteur doit préalablement notifier à la Compagnie son nouvel État de résidence. En l'absence d'information préalable, le Souscripteur devra s'acquitter de l'ensemble des taxes, impôts, notamment sur les primes périodiques, et pénalités qui pourraient être dus, et contre garantir la Compagnie de l'ensemble des conséquences dommageables susceptibles d'en résulter. Pour mémoire, si le Souscripteur dispose toujours d'une résidence principale et habituelle sur le territoire de la République française, il bénéficie d'une exonération de la taxe française sur les conventions d'assurance sur ses primes périodiques versées au Contrat.